



Fédération des Associations Générales Étudiantes

fédéralisme • formation • jeunesse • **représentation** • international • innovation sociale

Communiqué de presse

Montrouge, le 22 octobre 2026

Après le 17 octobre : la mobilisation de la jeunesse appelle des réponses politiques concrètes

Ces derniers jours ont marqué un tournant majeur dans les mobilisations : traitement politique et médiatique du 17 octobre qui ne reflète plus la réalité des mobilisations, allocution présidentielle sans réponse concrète, absence de nouvelles du dialogue social annoncé avec Matignon et une réunion au ministère de l'Enseignement supérieur ne permettant pas de respecter le cadre préalable à la concertation.

À l'approche des annonces de Sébastien Lecornu, les organisations lycéennes et étudiantes ne peuvent être mises devant le fait accompli. La jeunesse ne demande pas des promesses sans lendemain, mais des réponses concrètes et la possibilité de se faire entendre. Un véritable dialogue social avec les organisations représentatives engagées dans ce mouvement, en amont des annonces gouvernementales, représente non seulement une nécessité mais plus largement **une urgence démocratique**.

Nos revendications sont pourtant simples : vivre et étudier dignement. Aujourd'hui, trop d'étudiantEs doivent choisir entre se nourrir, se loger, se soigner et poursuivre leurs études dans de bonnes conditions. **Financer le système éducatif dans sa globalité, répondre à l'urgence sociale par une réforme des bourses : autant de mesures urgentes que la FAGE continuera d'appeler pour des conditions d'études dignes.**

Ces revendications ne doivent pas être invisibilisées. Nous regrettons un traitement politique et médiatique de ce samedi 17 octobre, qui se concentre sur les événements en marge des cortèges, au détriment des raisons qui ont poussé des centaines de milliers de personnes à descendre dans la rue. **Ne détournons pas le regard des revendications portées par les jeunes.**

Non à la surenchère sécuritaire. On ne répond pas à une mobilisation sociale par l'escalade de la répression et en empêchant la jeunesse de s'exprimer. L'instauration de couvre-feux dans plusieurs villes s'inscrit dans une restriction croissante des espaces d'expression collective : le gouvernement limite nos libertés au lieu d'écouter nos revendications.

Hier, la FAGE était reçue au ministère pour échanger sur Parcoursup. Présenté comme un temps de dialogue avec les organisations représentatives, ce rendez-vous s'est révélé être une simple présentation du cadre du débat devant de nombreux acteurs. La présence non annoncée de l'UNI, organisation d'extrême droite à plusieurs reprises épinglée pour des actes néonazis et antisémites, et dont des membres ont agressé nos militantEs jusque devant leur domicile, ce qui ne permettait pas de garantir le cadre préalable à la concertation. La FAGE a donc dû quitter la salle, tout en rappelant la nécessité de poursuivre le dialogue autour des revendications.

À ce jour, nous n'avons toujours pas obtenu de réponses à la hauteur des enjeux. Il y a urgence à créer un vrai dialogue avec les organisations représentatives engagées dans ces mobilisations pour trouver des solutions concrètes. C'est pour cela que nous continuerons à nous mobiliser pacifiquement pour nos droits, nos conditions de vie et notre avenir.

La FAGE appelle à la mobilisation ce samedi 24 octobre pour la justice, la paix et la dignité. Il est urgent de faire entendre nos revendications et exiger des mesures concrètes pour les étudiantEs et les lycéenNEs !

Contact presse

Elisa Boinet

Attachée de presse de la FAGE

06 75 33 79 30

presse@fage.org

79 rue Perier - 92120 Montrouge
Tél. +33 1 40 33 70 70 - contact@fage.org

www.fage.org

Organisation étudiante représentative membre du CNESER et du CNOUS
Association agréée de jeunesse et d'éducation populaire, membre de l'ESU et du CNAJEP